



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, av. du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

N° Affaire : 24A0052

Objet de la consultation :

**ASSURANCES DE LA FLOTTE AUTOMOBILE ET AUTO-MISSION
POUR LES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GHT EHSA**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

La **procédure de consultation** utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET	3
ARTICLE 2 -	DISPOSITION COMMUNE	4
2 - 1 -	DUREE DU MARCHE	4
2 - 2 -	COURTIER MANDATAIRE OU GESTIONNAIRE DU CONTRAT	4
2 - 3 -	ASSUREUR(S)	4
2 - 4 -	CLAUDE DE NON RESILIATION	4
2 - 5 -	MODALITES DE RESILIATION	4
2 - 6 -	MODIFICATION DU RISQUE EN COURS DE PERIODE D'ASSURANCE	5
2 - 7 -	ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR	5
2 - 8 -	ETENDUE TERRITORIALE	6
ARTICLE 3 -	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT FLOTTE AUTOMOBILE	6
3 - 1 -	SOUSCRIPTEURS	6
3 - 2 -	OBJET DU CONTRAT	6
3 - 3 -	CATEGORIES	8
ARTICLE 4 -	MONTANT DES GARANTIES ET FORMULES DU CONTRAT ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE	8
4 - 1 -	MONTANT DES GARANTIES	8
4 - 2 -	FORMULES DE GARANTIES	8
ARTICLE 5 -	FRANCHISES	8
ARTICLE 6 -	EXPOSE DES GARANTIES DU CONTRAT ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE	9
6 - 1 -	RESPONSABILITE CIVILE	9
6 - 2 -	RESPONSABILITE CIVILE EN TANT QU'OUTIL :	10
6 - 3 -	GARANTIE DEFENSE - RECOURS	10
6.3 - 1 -	<i>Garantie Défense</i>	10
6.3 - 2 -	<i>Garantie Recours</i>	11
6.3 - 3 -	<i>Transaction et arbitrage</i>	11
6 - 4 -	GARANTIE DOMMAGES AUX VEHICULES	11
6.4 - 1 -	<i>Dommages tous accidents</i>	11
6.4 - 2 -	<i>Vandalisme</i>	12
6.4 - 3 -	<i>Incendie et événements annexes / batteries des véhicules électriques</i>	12
6.4 - 4 -	<i>Vol et tentative de vol.</i>	12
6.4 - 5 -	<i>Bris de glace</i>	13
6.4 - 6 -	<i>Attentats</i>	13
6.4 - 7 -	<i>Forces de la nature</i>	14
6.4 - 8 -	<i>Catastrophes naturelles</i>	14
6.4 - 9 -	<i>Garantie des frais de remise en état après transport de blessés</i>	14
6.4 - 10 -	<i>Garantie des frais de dépannage et de garage</i>	14
6.4 - 11 -	<i>Aménagements, équipements spéciaux et accessoires hors-série non prévus au catalogue du constructeur, matériels fixes et mobiles embarqués dans les véhicules, marchandises transportées, appareils audio, effets et objets personnels et professionnels.</i>	14
6.4 - 12 -	<i>Information transport de matière dangereuse.</i>	15
6 - 5 -	GARANTIE INDIVIDUELLE ACCIDENTS CONDUCTEUR	15
6.5 - 1 -	<i>Dont décès et incapacité permanente</i>	16
6.5 - 2 -	<i>Frais médicaux</i>	16
6 - 6 -	GARANTIE ASSISTANCE	16
6.6 - 1 -	<i>Assistance aux véhicules</i>	16
6.6 - 2 -	<i>Assistance aux personnes</i>	17
6 - 7 -	GARANTIE PERTES FINANCIERES (LDD)	17
ARTICLE 7 -	DISPOSITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT AUTO-MISSION	18
7 - 1 -	SOUSCRIPTEURS	18
7 - 2 -	OBJET DU CONTRAT	18
7 - 3 -	BENEFICIAIRES	18
7 - 4 -	RISQUES COUVERTS	18
7 - 5 -	AUTRES DISPOSITIONS	19
ARTICLE 8 -	CONVENTION	19
ARTICLE 9 -	GESTION DES SINISTRES	21
9 - 1 -	OUTIL EXTRANET	21
9 - 2 -	DECLARATION DES SINISTRES PAR L'ETABLISSEMENT	21
9 - 3 -	EXPERTISE DES DOMMAGES	21
9 - 4 -	MONTANT DE L'INDEMNITE	21
9 - 5 -	REGLEMENT DES SINISTRES	22
9 - 6 -	CONTESTATION DE L'INDEMNITE	22
9 - 7 -	PRESCRIPTION	22
9 - 8 -	SUBROGATION	22
9 - 9 -	PRIME	22

Le marché porte sur les prestations de service d'assurances suivantes :

INTITULE DES GARANTIES
FLOTTE AUTOMOBILE
AUTO-MISSION

Pour les établissements suivants :

ETABLISSEMENT
Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier
Hôpitaux du Bassin de Thau
Centre Hospitalier de Clermont-l'Hérault
Hôpital Maurice Fenaille de Séverac D'Aveyron
Centre Hospitalier de Lodève
Centre Hospitalier de Lunel
Centre Hospitalier Emile Borel de St Affrique
Centre Hospitalier Paul Coste-Floret de Lamalou les Bains
Centre Hospitalier de Millau
EHPAD de Millau EHPAD Les Terrasses des Causses (Pas de contrat auto-mission)

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les conditions générales et techniques des missions que l'assureur devra respecter en tous points.

Les dispositions particulières et communes du Cahier des charges priment sur toutes autres conditions et conventions spéciales de l'Assureur éventuellement annexées.

Lesdites conditions et conventions spéciales de l'Assureur complètent ou remplacent les dispositions du cahier des charges si celles-ci sont plus favorables à l'assuré.

L'Assureur déclare avoir eu connaissance de tout renseignement nécessaire à une juste appréciation des risques et accepte de les garantir aux seules conditions stipulées au présent marché.

POUR CHAQUE CONTRAT
L'ASSUREUR S'ENGAGE A ADRESSER A CHAQUE ETABLISSEMENT SON CONTRAT D'ASSURANCE AVEC UN
NUMERO DE POLICE QUI LUI EST PROPRE.

2 - 1 - DUREE DU MARCHE

La consultation aboutira à un marché ordinaire conclu pour une durée de 2 ans à compter du 1er avril 2025 à 00h00, ou de sa date de notification, si elle est postérieure.

Le contrat est résiliable annuellement moyennant le respect d'un préavis de six mois pour l'assureur (soit le dernier jour du mois concerné) et de quatre mois (soit le dernier jour du mois concerné) pour l'assuré, à compter de la date d'échéance.

Le marché sera ensuite renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite de 4 ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

Prise d'effet des garanties

1^{er} avril 2025 – 00h00 ou le lendemain de la date de notification si elle est postérieure.

Echéance annuelle du contrat

31 mars.

Terme maximum du contrat

1 avril 2027 à 00h00.

2 - 2 - COURTIER MANDATAIRE OU GESTIONNAIRE DU CONTRAT

Le cas échéant, en cas de groupement, se reporter aux mentions de l'acte d'engagement.

2 - 3 - ASSUREUR(S)

Le cas échéant, en cas de groupement, se reporter aux mentions de l'acte d'engagement.

2 - 4 - CLAUSE DE NON RESILIATION

« Clause de non résiliation après une succession de sinistres en cours d'année »

L'Assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre autorisée au sein du Code des Assurances (article R 113.10).

Ladite clause de non résiliation après sinistre n'exclut pas une résiliation annuelle du contrat du fait de l'Assureur ou de l'assuré à compter de l'échéance du contrat.

2 - 5 - MODALITES DE RESILIATION

Se référer à l'article 21-1 du CCAP.

2 - 6 - MODIFICATION DU RISQUE EN COURS DE PERIODE D'ASSURANCE

Toute circonstance nouvelle survenant en cours d'exécution de la police et rendant inexactes ou caduques les déclarations faites préalablement à la souscription de la police doivent être notifiées par lettre recommandée dans un délai de 30 jours à partir du moment où l'assuré en a eu connaissance.

Si les circonstances nouvelles déclarées constituent une aggravation du risque ([article L.113-4 du Code des Assurances](#)), l'assureur pourra :

- Soit résilier de plein droit la présente police, moyennant un préavis de 30 jours ; dans cette hypothèse, l'assureur rembourserait, à l'assuré, la portion de prime afférente à la période d'assurance pendant laquelle le risque n'a pas couru ;
- Soit proposer un nouveau montant de prime ; dans cette hypothèse, si l'assuré ne donne pas suite à ladite proposition dans un délai de 45 jours ou si elle est refusée, l'assureur pourra résilier de plein droit la présente police.

Toutefois, l'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant, après un sinistre, une indemnité

En cas de diminution du risque ([article L.113-4 du Code des Assurances](#)), l'assuré a la possibilité de demander une diminution du montant de la prime auprès de l'assureur. En cas de refus, l'assuré peut dénoncer la présente police. La résiliation prendra alors effet 30 (trente) jours après la dénonciation et l'assureur remboursera la portion de prime afférente à la période d'assurance pendant laquelle le risque n'aura pas couru.

2 - 7 - ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

1. Modalités de suivi et de gestion du contrat

L'assureur s'engage à RESPECTER CE QUI EST INDIQUE dans son mémoire technique (les modalités d'accompagnement dans le cadre de la gestion des contrats et des sinistres, les moyens humains, les délais ; outils de gestion internet ; indemnisation...) (**24A0052 - Annexe 4 - CCTP - Cadre de réponses**).

Le mémoire technique «24A0052 – Annexe 4 au CCTP – cadre de réponse », dûment complété, remis dans le cadre de l'offre, constitue une pièce contractuelle.

2. Modalité de gestion des sinistres

L'Assureur s'engage à adresser chaque année, un délai de 1 mois après la date anniversaire du marché, un bilan détaillé de la sinistralité faisant notamment apparaître, pour chaque année :

- La date du sinistre,
- L'objet précis,
- La référence,
- La nature de la garantie,
- Le service déclarant du souscripteur du présent marché,
- Le montant provisionné et/ou payé,
- La situation des recours.

L'Assureur transmettra à la souscription du marché les coordonnées de l'interlocuteur privilégié désigné dans le cadre de réponse.

3. Note de couverture

L'Assureur s'engage à adresser la note de couverture sous 8 jours calendaires après la date de réception de la notification du marché.

2 - 8 - ETENDUE TERRITORIALE

Les garanties des contrats s'exerceront en France métropolitaine et dans tous les pays sur les territoires desquels la carte internationale d'assurance (ou « carte verte ») est en vigueur sous réserve que l'immatriculation du véhicule assuré reste soumise à la législation française en vigueur et que la garantie responsabilité civile soit accordée par cette carte pour le pays considéré.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT FLOTTE AUTOMOBILE

3 - 1 - SOUSCRIPTEURS

Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (ou « CHUM »)

Hôpitaux du Bassin de Thau (ou « HBT »)

CH de Clermont-l'Hérault

CH Paul Coste-Floret de Lamalou-Les-Bains

CH de Lodève

CH de Lunel

CH de Millau

EHPAD les Terrasses des Causses de Millau

CH Emile Borel de Saint Affrique

CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron

Les adresses des établissements du GHT EHSA figurent en **annexe 1 au CCAP** « 24A0052 - CCAP - Annexe 1 - Coordonnées GHT ».

Chacun des établissements membres du GHT EHSA, agissant pour son compte et représenté par son Directeur.

3 - 2 - OBJET DU CONTRAT

FLOTTE AUTOMOBILE

Assurés :

Le souscripteur agissant tant pour son propre compte que pour le compte de qui il appartiendra.

Tiers

Toute autre personne que l'assuré, porteuse d'une réclamation amiable ou judiciaire susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Activités assurées

Le présent contrat a pour objet d'assurer l'ensemble des véhicules automobiles (V.L et P.L), cyclos et assimilés, remorques, engins, tous regroupés sous la définition « véhicule assuré » et soumis à l'obligation d'assurance comme prévu à l'article L. 211-1 du Code des Assurances et dont chaque établissement du GHT EHSA est propriétaire ou qu'il a pris en location longue durée, leasing ou crédit-bail, ou dont il a la garde et / ou l'usage direct ou indirect pour l'ensemble de ses activités selon les garanties et dispositions ci-après et celles prévues en annexe des présentes Conditions Particulières.

Les présentes Conditions Particulières annulent et remplacent, pour ce qu'elles ont de plus favorable à l'assuré, les dispositions des Conventions Spéciales (CS) et Conditions Générales en annexe. Il est convenu qu'en cas de contestation sur l'application de ces différents documents ce sera la clause la plus favorable à l'assuré qui s'appliquera.

On entend par « **véhicule assuré** » :

- Tout véhicule terrestre à moteur (V.L et P.L, cyclos et assimilés) avec une immatriculation française, ainsi que ses accessoires, options, aménagements et pièces de rechange, lorsque leur livraison est prévue en même temps que le véhicule et sans supplément de prix au catalogue du constructeur pour le véhicule considéré,
- Toute remorque en vue d'être attelée à un véhicule terrestre à moteur,
- Tout véhicule qui n'a pas d'immatriculation propre (par ex : engin automoteur doté d'équipements ou d'installations techniques spécifiques). L'identification dans ce cas-là se fera par sa marque et son numéro de série.

Il est précisé que les véhicules assurés sont considérés comme tiers entre eux.

On entend par :

- **Accessoires** : L'élément fixé sur le véhicule, non indispensable à l'accomplissement de la fonction de celui-ci et qui n'entraîne pas de modification de structure, prévu au catalogue option du constructeur, si le montage est effectué postérieurement à la sortie d'usine du véhicule.
- **Aménagements et Equipements** : La modification du véhicule d'origine qui permet un plus grand confort, une meilleure performance ou une utilisation différente de celle prévue par le constructeur au moyen d'éléments prévus ou non au catalogue « options » du constructeur (y compris aménagements intérieurs, décors et peinture publicitaire).
- **Appareil audio** : Tout appareil émetteur, récepteur ou enregistreur de son fixé au véhicule : autoradio, lecteur compact-disc, téléphone de voiture... Tout appareil d'image : Téléviseurs, GPS ainsi que les périphéries : hauts parleurs, amplificateur...
- **Objets et effets transportés** : Tous objets tels que vêtements, objets personnels, matériels, professionnels, marchandises, animaux, bagages.

3 - 3 - CATEGORIES

Les véhicules à assurer sont classés par catégorie selon le tableau suivant :

Catégorie A : <u>Véhicules légers (ou V.L)</u>	Véhicules de tourisme d'un PTAC max de 3,5 T, y compris les véhicules sanitaires mais hors SAMU / SMUR
Catégorie B : <u>Poids lourds (ou P.L)</u>	Camions, tracteurs routiers, semi-remorques et autres véhicules, d'un PTAC > à 3,5 T
Catégorie C : <u>Cyclos et assimilés</u>	Véhicules motorisés à 2 ou 3 roues
Catégorie D : <u>Engins et remorques</u>	Chariots de manutention, engins de chantier et / ou de levage, tracteurs et machines à usage agricole ou forestier. Remorques > à 750 kg (y compris dédiés au SAMU / SMUR)
Catégorie E : <u>Véhicules légers (SAMU / SMUR)</u>	Véhicules de catégorie A dédiés au SAMU / SMUR
Catégorie F : <u>Poids lourds (SAMU / SMUR)</u>	Véhicules de catégorie B dédiés au SAMU / SMUR

ARTICLE 4 - MONTANT DES GARANTIES ET FORMULES DU CONTRAT ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE

4 - 1 - MONTANT DES GARANTIES

Les montants de garanties sont exposés en annexe 3 au CCTP « 24A0052 - Annexe 3 - CCTP - Formules de garanties ».

4 - 2 - FORMULES DE GARANTIES

Les formules de garanties sont exposées en annexe 3 au CCTP « 24A0052 - Annexe 3 - CCTP - Formules de garanties ».

Exception :

Pour le CHU de Montpellier, il est demandé que la Balayeuse - GRAND AZURA - MC420, soit **assurée au Tiers étendu**.

ARTICLE 5 - FRANCHISES

Une franchise est demandée uniquement pour les garanties et les établissements suivants:

GARANTIES DOMMAGES AUX VEHICULES	ETABLISSEMENTS CONCERNES	FRANCHISES
<ul style="list-style-type: none">- Damage accidentels- Vandalisme- Incendie- Vol et tentative de vol- Forces de la nature- Catastrophes naturelles (franchise légale: 380 €)	<ul style="list-style-type: none">- CH de Lodève- CH de Séverac d'Aveyron	250 €
	<ul style="list-style-type: none">- CH de Millau	300 €
<ul style="list-style-type: none">- Bris de glace	<ul style="list-style-type: none">- CH de de Séverac d'Aveyron.	150 €

Pour tous les autres établissements, les garanties sont sans franchise.

6 - 1 - RESPONSABILITE CIVILE

Le contrat garantira les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir l'Etablissement en raison de dommages corporels, matériels et / ou immatériels consécutifs causés à des tiers et dans la réalisation desquels le véhicule assuré est impliqué résultant :

- Des accidents, incendies ou explosions causés par ce véhicule, les accessoires et produits servant à son utilisation ou par les objets ou substances qu'il transporte.
- De la chute de ces accessoires, produits, objets et substances.

Le contrat garantira les dommages résultant de la chute de ces accessoires, produits objets et substances, que le véhicule assuré soit en ou hors circulation lors de la survenue de l'évènement, et ce même en cas de surcharge du véhicule assuré.

La garantie « Responsabilité Civile » ainsi définie répond aux prescriptions du Titre 1er du livre II du Code des Assurances portant obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur.

Extensions de la garantie responsabilité civile :

- **La faute inexcusable** : La garantie du contrat est étendue au paiement des sommes dont l'Etablissement peut être redevable en qualité d'employeur, à la suite d'un accident du travail impliquant le véhicule assuré, dont seraient victimes ses préposés et imputable à sa propre faute inexcusable ou à la faute inexcusable des personnes que l'Etablissement s'est substitué dans la direction de son Etablissement, sur le fondement de l'article [L.452-1 du Code de la Sécurité Sociale](#).
Le remboursement porte sur :
 - La cotisation prévue à l'article [L.452-2 du Code de la sécurité sociale](#),
 - Les indemnités complémentaires versées à la victime en réparation de tous les préjudices corporels subis,
 - Les indemnités complémentaires versées aux ayants droit de la victime énoncés aux articles [L.434-7 à L.434-14 du Code de la sécurité sociale](#).

La garantie est étendue également aux actions en remboursement, fondées sur l'article [L.412-6 du Code de la sécurité sociale](#), de l'Entreprise de Travail Temporaire contre l'Assuré, à la suite d'un accident de travail impliquant le véhicule assuré et dont seraient victimes les travailleurs temporaires mis à sa disposition, imputable à sa propre faute inexcusable ou à la faute inexcusable des personnes que l'Assuré s'est substitué dans la direction de l'Etablissement.

- **Conduite à l'insu** : le contrat garantira les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'Etablissement peut encourir si le véhicule assuré est conduit à l'insu (même par un enfant mineur) ou que le conducteur dudit véhicule ne possède pas de permis de conduire en état de validité tel que l'exige la réglementation en vigueur.
- **La faute intentionnelle d'un préposé** : le contrat garantira les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'Etablissement peut encourir en application de l'article L452-5 du Code de la Sécurité Sociale, à la suite d'accidents de travail dans lesquels est impliqué le véhicule assuré et dont seraient victimes ses préposés, imputables à la faute intentionnelle d'un autre préposé de l'Etablissement.
- **Assistance bénévole** : le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'Etablissement peut encourir lorsqu'un de ses préposés, circulant à bord d'un véhicule assuré, est amené à :

- Porter une assistance bénévole à un tiers, victime d'une panne ou d'un accident de la circulation,
 - Bénéficier de l'aide bénévole d'un tiers s'il est lui-même victime de tels événements.
- Le contrat garantit également les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il remorque, occasionnellement et gratuitement, un véhicule en panne ou est lui-même remorqué dans les mêmes conditions.

6 - 2 - RESPONSABILITE CIVILE EN TANT QU'OUTIL :

Le contrat garantira les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'Etablissement peut encourir en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers par les véhicules assurés lorsqu'ils sont utilisés en tant qu'outils et que ces dommages sont dus exclusivement aux équipements utilitaires de l'engin en cours de travail, sans implication de sa fonction de déplacement.

Exclusions :

Ne sont pas garantis les dommages subis par :

- Le conducteur du véhicule assuré.
- Les marchandises transportées et objets transportés sauf la détérioration des vêtements des personnes transportées, lorsque celle-ci est l'accessoire d'un accident corporel.
- Les personnes transportées lorsque le transport n'est pas effectué dans les conditions suffisantes de sécurité, telles que définies aux articles [R211-10](#) et [A.211-3 du Code des Assurances](#).

6 - 3 - GARANTIE DEFENSE - RECOURS

Le contrat prévoira la prise en charge les frais de justice pouvant incomber à l'Etablissement dans le cadre d'une procédure amiable ou contentieuse afférente à la conduite d'un véhicule assuré. Cette garantie permettra à l'Etablissement de bénéficier d'une assistance et du règlement des frais correspondants lorsqu'à la suite d'un sinistre (accident dans lequel le véhicule assuré est impliqué) il est en litige avec un tiers.

6.3 - 1 - Garantie Défense

Le titulaire s'engage à défendre l'Etablissement à l'amiable ou devant les tribunaux à la suite d'un accident susceptible de mettre en jeu la garantie Responsabilité Civile.

Le titulaire intervient en :

- Informant l'Etablissement de ses droits et obligations.
- Prenant en charge les frais de constitution de dossier (enquête, procès-verbaux de police ou de gendarmerie, constat d'huissier etc....).
- S'engageant à prendre en charge la défense de l'Etablissement :
 - Devant les commissions de retrait du permis de conduire à la suite d'une infraction de l'un de ses préposés liées à la conduite du véhicule assuré.
 - Devant les tribunaux répressifs, lorsque l'un des préposés de l'Etablissement est poursuivi soit pour une infraction au Code de la route, soit à la suite d'un accident où il est impliqué en qualité de conducteur, ou gardien du véhicule assuré.
 - Répondant aux réclamations qui seront adressées à l'Etablissement.

6.3 - 2 - Garantie Recours

Le titulaire s'engage à réclamer à ses frais, soit à l'amiable soit devant une juridiction, et ce auprès du responsable identifié, la réparation pécuniaire des dommages corporels causés à un des préposés de l'Etablissement ainsi que celle des dommages matériels directs subis par le véhicule assuré et les objets qui y sont transportés, lorsque ces dommages résultent d'un accident dans lequel se trouve impliqué le véhicule.

Le titulaire intervient en :

- Informant l'Etablissement sur l'étendue de ses droits et de ses obligations.
- Prenant en charge les frais de constitution de dossier (enquête, procès-verbaux de police ou de gendarmerie, constat d'huissier etc....).
- Prenant en charge les frais et honoraires des experts afin d'évaluer les dommages
- Présentant à l'amiable - avec l'accord de l'Etablissement - la réclamation au responsable des dommages
- Lorsqu'un refus est opposé à la réclamation et que l'adversaire est assisté ou représenté par un avocat, l'assureur s'engage à défendre l'Etablissement dans les mêmes conditions et lui laisse le libre choix de son avocat. Les frais et honoraires de l'avocat seront pris en charge par l'assureur. Toutefois l'assureur est en droit de prévoir des limites de remboursements concernant les frais et honoraires de l'avocat.

6.3 - 3 - Transaction et arbitrage

En cas de désaccord sur le montant du préjudice ou sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire, le différend sera soumis à un arbitrage désigné soit par les deux parties ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance du domicile du souscripteur. Chaque partie supporte pour moitié les frais et honoraires de cet arbitrage. Si, malgré l'avis contraire des arbitres, le souscripteur plaide pour son propre compte en obtenant une solution plus favorable, les assureurs s'engageraient à lui rembourser les frais de procédure exposés dans la limite de la garantie.

Exclusion :

Le remboursement des amendes qui constituent une peine que la Loi interdit d'assurer.

6 - 4 - GARANTIE DOMMAGES AUX VEHICULES

6.4 - 1 - Dommages tous accidents

Le contrat garantira tous **les dommages accidentels** subis par le véhicule assuré, ses options, accessoires et pièces de rechange et résultant notamment :

- D'une collision avec un ou plusieurs autres véhicules (de l'Etablissement ou non) ;
- D'un choc avec un corps fixe ou mobile (arbre, mur, piéton, animal...liste non exhaustive) distinct du véhicule assuré ;
- D'un renversement ou d'une chute du véhicule assuré, même sans collision préalable ;
- De l'ouverture inopinée d'une portière, d'un capot ou d'une bâche ;
- De son remorquage ou de son transport par terre, fleuves, rivières, canaux ou lacs (même en cas de malveillance d'un tiers) par mer ou air entre les deux pays ou la garantie s'exerce ;
- De dommages subis par les pneumatiques du véhicule assuré, sans qu'aucune autre partie du véhicule n'ait été endommagée (sous réserve que les pneumatiques puissent être expertisés) ;

Exclusions :

- ◆ **Les dommages directement dus à un mauvais entretien caractérisé, à l'usure ou à un vice propre du véhicule connus de l'assuré.**

- ◆ Les dommages subis par le véhicule assuré lorsque, au moment du sinistre, le conducteur se trouve sous l'emprise d'un état alcoolique tel que défini aux articles L 234.1 et R 234.1 du Code de la route ou a refusé de se soumettre à un dépistage d'alcoolémie. De même si l'assuré est sous l'emprise d'un stupéfiant ou d'une drogue, non prescrit par une autorité médicale compétente. Cette exclusion n'est pas applicable s'il est établi que le sinistre est sans relation avec l'un de ces états. Par ailleurs elle ne peut être opposée à l'assuré dans le cas où le conducteur est l'un de ses salariés dans l'exercice de ses fonctions.

6.4 - 2 - Vandalisme

Le contrat garantira tous les actes de vandalisme (sous réserve qu'une plainte ait été déposée), y compris lorsque ces événements résultent d'attentats, d'actes de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes ou de mouvements populaires.

6.4 - 3 - Incendie et événements annexes / batteries des véhicules électriques

Le contrat garantira les dommages subis par le véhicule assuré, ses accessoires, aménagements, équipements, appareils audio, objets et effets transportés et pièces de rechange prévues au catalogue du constructeur, ainsi que ses moyens de protection Incendie et protection Vol existants à l'occasion de la survenance de l'un des événements ci-après :

- D'un incendie - c.à.d. combustion vive ou spontanée - même sans embrasement et / ou d'une explosion, y compris lorsque des événements ont pour origine un acte de vandalisme ou de malveillance, une grève, une émeute ou un mouvement populaire, un attentat, un acte de terrorisme ou de sabotage, qu'il s'agisse d'un acte isolé ou d'actes concertés.
- De la chute de la foudre ou de tous phénomènes liés à l'électricité atmosphérique
- De dommages résultant du fonctionnement normal ou anormal de l'appareillage électronique et / ou électrique du véhicule assuré, causés par une simple combustion ou court-circuit, même sans embrasement.
- Les frais d'extinction et de sauvetage, en cas d'incendie ou de début d'incendie du véhicule assuré ou du véhicule d'un tiers.

Sont compris dans la garantie les frais de recharge de l'extincteur utilisé pour circonscrire un sinistre atteignant le véhicule assuré.

En cas de sinistre affectant la batterie d'un véhicule électrique, tous les dommages et / ou dégradations subis par la batterie du véhicule assuré sont garantis. Cette garantie est étendue aux pertes financières subies par le loueur y compris en cas de destruction et / ou dégradation accidentelle de la batterie.

Cette garantie **intervient à défaut** si le contrat de location de la batterie ne prévoit pas une garantie dédiée à la batterie du véhicule.

Exclusions :

- ◆ Les brûlures causées par les fumeurs.
- ◆ Les explosions causées par de la dynamite ou un autre explosif similaire, transportés dans le véhicule assuré à l'exception de petite quantité de carburant et de bouteilles d'oxygénothérapie.

6.4 - 4 - Vol et tentative de vol.

Le contrat garantira :

- Les dommages résultant de la disparition ou de la détérioration du véhicule assuré, à la suite d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de vandalisme.

- Les dommages subis par le véhicule assuré à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol de son contenu avec effraction dûment constatée, ainsi qu'en cas de vol ou tentative de vol avec violences ou menaces sur la personne ayant la garde autorisée dudit véhicule.

Le contrat garantira également le vol des éléments, aménagements et équipements, appareils audio, objets, effets transportés et pièces de rechange prévus au catalogue du constructeur ainsi que ses moyens de protection Incendie et protection Vol existants à partir du moment où ils sont dérobés, détruits ou détériorés en même temps que celui-ci.

Le contrat prévoira que la garantie « contenu du véhicule » est acquise, même dans le cas où le véhicule n'aura pas été lui-même volé, pour autant qu'il y ait eu effraction du véhicule ou du garage (ou local) dans lequel le véhicule est stationné.

Le contrat garantira également le vol de roues et pneumatiques sur lequel repose le véhicule assuré, en cas de vol ou de tentative de vol de ce dernier.

Le contrat n'exclura pas les vols survenus alors que les ouvrants du véhicule assuré ne sont pas entièrement clos et verrouillés (portes, vitres, coffre, toit ouvrant), ou que les clés de contact et / ou de fermeture du véhicule assuré se trouvent à l'intérieur dudit véhicule.

La garantie **Vol et tentative de vol** est étendue au remboursement des frais engagés par le Souscripteur en vue de la récupération du véhicule volé.

La garantie **Vol et tentative de vol** est étendue au piratage **informatique sans effraction**. Ce mode opératoire consiste à voler des véhicules sans effraction en piratant à l'aide de boîtiers externes communicants avec les systèmes électroniques de verrouillage centralisé et de démarrage du véhicule.

Exclusions :

- ◆ Les vols commis par les préposés de l'Assuré pendant leur service, ou par les membres de sa famille habitant sous son toit, ou avec leur complicité, sauf en cas de dépôt de plainte non retiré.
- ◆ Les dommages consécutifs à une escroquerie ou à un abus de confiance.

6.4 - 5 - Bris de glace

Le contrat garantira l'ensemble des bris de glace, éléments en verre, glace ou verre organique (matière plastique se substituant au verre) quel qu'en soit la cause.

L'assureur remboursera les frais de réparation ou, en cas de remplacement, les fournitures nécessaires ainsi que les frais de pose et tous les frais accessoires nécessaires au remplacement, à l'identique, du bien endommagé ou détruit faisant partie des éléments en glaces suivants (à l'exclusion des ampoules) :

- Pare-brise / lunette arrière / toit ouvrant / toit panoramique / glaces latérales / vitres de custode / rétroviseurs
- Optiques de phares / feux (de signalisation, de croisement, de route) / clignotants / répéteurs (AV – ARR – LATÉRAUX)

Concernant les remorques et les 2 roues, la garantie s'applique pour l'ensemble des feux de signalisation, feux de croisement et feux de route.

6.4 - 6 - Attentats

En application de l'article [L 126-2 du Code des assurances](#), les véhicules assurés sont couverts contre les dommages matériels directs causés par un attentat ou un acte de terrorisme tel que défini aux articles [421-1 et 421-2 du Code pénal](#) et subis sur le territoire national (c'est-à-dire en France métropolitaine et dans les DOM - COM).

La réparation des dommages matériels y compris les frais de décontamination ainsi que la réparation des dommages immatériels consécutifs à ces dommages sont couverts dans les limites de franchises et de plafonds fixés au contrat au titre de la garantie incendie.

6.4 - 7 - Forces de la nature

En l'absence d'application de la législation sur les catastrophes naturelles tel que définie à l'article 6.4-8 du présent CCTP, le contrat garantira les dommages causés aux véhicules assurés, à ses accessoires, aménagements et équipements résultant de l'un des événements suivants : tempête, trombe, ouragan, cyclone, grêle, inondation, glissement ou éboulement de terrain, affaissements de la chaussée, coulée de boue, chute de pierres, d'arbres ou de branches, avalanche ou chute de bloc de neige.

6.4 - 8 - Catastrophes naturelles

Conformément à la [loi 82-600 du 13 juillet 1982](#), le contrat garantira les dommages matériels directs subis par le véhicule ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel (sous réserve de la parution d'un arrêté ministériel constatant l'état de catastrophe naturelle).

6.4 - 9 - Garantie des frais de remise en état après transport de blessés

En cas de transport d'une personne blessée à la suite d'un accident de la circulation, le contrat prévoira le remboursement à l'Etablissement les frais de nettoyage du véhicule, et si cela s'avère nécessaire les frais de remise en état si ceux-ci ne se limitent pas à des frais de nettoyage.

6.4 - 10 - Garantie des frais de dépannage et de garage

Le contrat prévoira le remboursement à l'assuré, les frais exposés en vue de dépanner le véhicule assuré lorsque son immobilisation est consécutive à un des événements visés aux paragraphes précédents.

Sont également couverts, dans les mêmes conditions que les frais de dépannage, les frais de garage, justifiés à dire d'expert, exposés dans l'attente de la réparation du véhicule assuré.

6.4 - 11 - Aménagements, équipements spéciaux et accessoires hors-série non prévus au catalogue du constructeur, matériels fixes et mobiles embarqués dans les véhicules, marchandises transportées, appareils audio, effets et objets personnels et professionnels.

Le contrat prévoira l'assurance des effets et objets personnels, des aménagements et du matériel embarqué dans les véhicules, au premier risque, à concurrence des capitaux prévus en **annexe 3 du CCTP**.

Le contrat prévoira que les garanties sont accordées par véhicule, sans dénomination du matériel et des équipements, au premier risque avec dérogation à la règle proportionnelle.

Dans le cadre des garanties accordées sur les véhicules du SAMU/SMUR, les équipements mobiles pourront indistinctement se trouver dans chacun des véhicules assurés.

Ils seront également garantis en cas d'accident caractérisé à l'occasion de transports hélicoptérés ou à dos d'homme.

Les dommages et pertes matériels doivent être consécutifs à l'un des événements suivants :

- Heurt ou collision du véhicule ou de son chargement avec un autre véhicule ou un corps mobile ou fixe,
- Rupture d'essieu, de roue, d'attelage, ou de châssis du véhicule,

- Versement ou renversement du véhicule ou chute de ce dernier dans les fossés, ravins, précipices, rivières et fleuves,
- Incendie, explosion,
- Chute d'arbres, de constructions, de câbles aériens ou de rocher sur le véhicule ou son chargement, éboulement subit de terre ou de montagne, affaissement subit de route ou de chaussée, écroulement de ponts, ou de bâtiments, tunnels, ou ouvrages d'art,
- Chute de la foudre, éruption volcanique, inondation, tempête, cyclone, ouragan, crue subite, tremblement de terre, avalanche.
- Vol suite à :
 - Une attaque à main armée,
 - Une effraction sur le véhicule,
 - Une agression,
 - Un incendie.

Cette garantie couvre également tout dommage ou perte matérielle, subi par les biens assurés y compris lorsque les marchandises et matériels sont en cours de chargement ou de déchargement.

Exclusions :

- ◆ Le vice propre de la marchandise,
- ◆ L'absence, l'inadaptation ou l'insuffisance de conditionnement ou d'emballage,
- ◆ La faute intentionnelle ou inexcusable du bénéficiaire

6.4 - 12 - Information transport de matière dangereuse.

Dans le parc automobile **annexe 2 au CCTP**, il est identifié certains véhicules pouvant transporter des matières dangereuses.

Pour le CHU de Montpellier :

Les véhicules « Transport produits de santé » transportent :

- Des échantillons biologiques ONU 3373 pour les laboratoires qui correspondent à la classification des marchandises dangereuses de classe 6.1 et de type « Matière biologique catégorie B3 ». Tous les échantillons transportés respectent le triple emballage.
- Des colis de neige carbonique ONU 1845 correspondant à « Dioxyde de carbone solide, agent de réfrigération ».

Tous les colis sont étiquetés.

Tous les véhicules sont ventilés.

Le CHU dispose d'un conseiller à la sécurité qui réalise un audit annuel.

Le personnel est formé aux risques et à la manipulation.

En complément, le véhicule de radioprotection (ED-178-DC) peut occasionnellement, transporter des sources radioactives (de la même manière, il est audité chaque année par un CSTMD).

6 - 5 - GARANTIE INDIVIDUELLE ACCIDENTS CONDUCTEUR

La garantie a pour objet de garantir à toute personne (y compris le conducteur) transportée dans le véhicule assuré, le versement des indemnités forfaitaires dans le cas où elle serait victime d'un dommage corporel accidentel lors de sa montée ou descente du véhicule assuré ou en cours de transport.

Pour l'application du présent article, on entend par « dommage corporel accidentel » toute atteinte corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure à la victime.

6.5 - 1 - Dont décès et incapacité permanente

Les préjudices indemnifiables sont notamment :

- En cas de blessure du conducteur : les frais de traitement, l'incapacité permanente totale ou partielle, le pretium doloris, le préjudice esthétique, le préjudice d'agrément.
- En cas de décès du conducteur : les frais d'obsèques, les différents préjudices des ayants droits consécutifs au décès du conducteur

6.5.1 -1 Calcul de l'indemnité

L'indemnité sera calculée selon les règles du droit commun français c'est-à-dire selon les règles habituellement retenues par les cours et tribunaux français en matière d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation, quel que soit le lieu du sinistre. L'indemnité se fera après déduction des prestations de caractère indemnitaire versées et dues par les organismes sociaux, l'employeur, le Fonds de Garantie des assurances obligatoires de dommages, ou tous autres tiers payeurs visés à l'article [29 de la loi du 5 Juillet 1985](#). L'indemnité est limitée au plafond de garantie indiqué à l'annexe 3 du CCTP.

6.5.1 -2 Versement d'une avance en présence d'un tiers responsable

Versement d'une avance dans un délai de 3 mois après la survenance de l'accident si la date de consolidation de la victime n'est pas déterminée. L'assureur s'engage si le montant de la réparation reçue au titre du recours est inférieur à l'avance, à ne pas réclamer la différence à la victime.

Exclusions :

Est exclu le dommage corporel lorsqu'au moment de l'accident :

- ◆ L'assuré est en état d'ivresse ou sous l'emprise d'une drogue ou d'un stupéfiant non prescrit par une autorité médicale compétente.
- ◆ L'assuré refuse de se soumettre aux vérifications destinées à établir la preuve de ces états.

6.5 - 2 - Frais médicaux

Prise en charge du reste à charge des frais médicaux ou d'hospitalisation d'urgence sur prescription médicale.

6 - 6 - GARANTIE ASSISTANCE

6.6 - 1 - Assistance aux véhicules

Le contrat garantira la prise en charge de l'ensemble des frais consécutifs à une immobilisation du véhicule assuré, et notamment à la suite d'un des événements suivants :

- Accident matériel du véhicule (y compris l'enlèvement),
- Accident corporel, décès à bord du véhicule,

- Incendie du véhicule
- Vol du véhicule,
- Tentative de vol ou acte de vandalisme dont les dommages rendent impossible l'utilisation du véhicule,
- Bris de Glace,
- Immobilisation du véhicule à la suite d'un évènement climatique ou d'une catastrophe naturelle,
- Panne du véhicule,
- Panne ou erreur de carburant,
- Panne de l'alarme, du code anti démarrage, de la climatisation,
- Crevaisson
- Vol ou perte des clés du véhicule,
- Enfermement ou dysfonctionnements des clés.

Par frais consécutifs on entend :

- Les frais de dépannage ou de remorquage, ou si celui-ci s'avère impossible, le remorquage et / ou le levage effectué par un professionnel, ainsi que son gardiennage dans un garage. Ces frais sont évalués à dire d'Expert au jour du sinistre.
- Concernant les véhicules électriques, la garantie prendra en charge la recharge de la batterie.
- Les frais d'envoi de pièces détachées,
- Les frais d'envoi d'un chauffeur pour permettre le rapatriement du véhicule,
- Les frais pour un véhicule de remplacement sur la base d'un véhicule de catégorie identique,
- Les frais de retour du véhicule immobilisé à l'étranger

Cette garantie est accordée sans franchise de kilométrage.

6.6 - 2 - Assistance aux personnes

Le contrat prévoira que toute personne voyageant à bord des véhicules assurés (conducteurs et passagers) bénéficie des garanties suivantes :

- Frais de retour au lieu de départ,
- Frais de rapatriement ou transport sanitaire,
- Frais de soins et d'hospitalisation, en complément d'éventuels organismes sociaux,
- Frais de prolongation de séjour suite à une immobilisation sur place,
- Les frais de déplacement des membres de la famille afin de rendre visite sur place à l'assuré dont l'état de santé empêche le rapatriement,
- Frais de rapatriement du corps en cas de décès,
- Frais de recherches de personnes.
- Les frais d'hébergement des assurés qui attendent sur place les réparations du véhicule,

Cette garantie est accordée sans franchise de kilométrage.

6 - 7 - GARANTIE PERTES FINANCIERES (LDD)

Le contrat prévoira une garantie qui couvre la différence entre la valeur de remplacement du véhicule au moment du sinistre et le montant restant dû à la banque ou à la société de leasing.

La garantie a pour objet d'adapter les modalités de l'indemnité due en cas de sinistre en tenant compte notamment de l'indemnité de résiliation qui est réclamée à l'assuré par l'organisme de financement au titre du contrat de location.

La garantie s'applique au véhicule faisant l'objet d'un contrat **location avec option d'achat** ou **promesse de vente** ou de **location de longue durée**, lorsqu'il est déclaré irréparable par l'expert ou volé et non retrouvé, à la suite d'un événement garanti.

Pour les véhicules électriques, la garantie est étendue aux dommages et intérêts réclamés par le loueur de la batterie du fait de la résiliation du contrat d'abonnement de la batterie à la suite d'un sinistre, et dans la limite de 3 mois de redevance TTC.

Exclusions :

- ♦ **Les arriérés de paiement et frais de retard y afférent**

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT AUTO-MISSION

7 - 1 - SOUSCRIPTEURS

Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (ou « CHUM »)

Hôpitaux du Bassin de Thau (ou « HBT »)

CH de Clermont-l'Hérault

CH Paul Coste-Floret de Lamalou-Les-Bains

CH de Lodève

CH de Lunel

CH de Millau

CH Emile Borel de Saint Affrique

CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron

Les adresses des établissements du GHT EHSA figurent en **annexe 1 au CCAP** « 24A0052 - CCAP - Annexe 1 - Coordonnées GHT ».

Chacun des établissements membres du GHT EHSA, agissant pour son compte et représenté par son Directeur.

7 - 2 - OBJET DU CONTRAT

AUTO-MISSION

7 - 3 - BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les personnes intervenant pour le compte d'un établissement, salariées ou non. Le contrat garantit les véhicules personnels des préposés de l'Etablissement utilisés pour les besoins du service, dans le cadre d'un ordre de mission délivré par le chef d'Etablissement ou par délégation. L'Etablissement est dispensé de fournir annuellement au titulaire la liste des personnes concernées.

7 - 4 - RISQUES COUVERTS

Le contrat garantira :

- L'indemnisation des dommages causés à autrui par un accident de la circulation, un incendie ou une explosion impliquant un véhicule assuré utilisé pour les besoins d'une mission.
- L'indemnisation des dommages subis par le véhicule à la suite d'un accident de la circulation, d'une collision, d'un vol ou d'une tentative de vol, d'un incendie.

Pour ce type de prestation, le contrat prévoira une garantie de 1ère ligne, « TOUS RISQUES » sans franchise.

Les garanties prévues au contrat se substituent intégralement aux assurances que les bénéficiaires ont souscrites pour l'usage desdits véhicules. Toutefois, ces garanties ne dispensent pas les collaborateurs de satisfaire, pour leur véhicule personnel, à l'obligation d'assurance prévue par l'article [L 211.1 du Code des Assurances](#).

7 - 5 - AUTRES DISPOSITIONS

Estimatif du kilométrage annuel parcouru :

CHU DE MONTPELLIER	Environ 180 000 km
HBT	Entre 75 000 et 100 000 km
CH DE ST AFFRIQUE	Environ 25 000 km
CH DE LODEVE	Environ 3 000 km
CH DE LUNEL	Environ 5 000 km
CH DE SEVERAC	Environ 5 000 km
CH DE MILLAU	Environ 15 000 km
CH DE LAMALOU	Environ 2 500 km
CH DE CLERMONT L'HERAULT	Environ 3 000 km

ARTICLE 8 - CONVENTION

Il est convenu :

- Que le Directeur et ses Directeurs Adjointes peuvent utiliser un véhicule de l'Etablissement pour leurs déplacements personnels (véhicule de fonction). Dans ces conditions, les dommages subis par le conducteur et des personnes transportées sont garantis pour tous leurs déplacements privés.
- Que la garantie « Evènements naturels » est accordée dès lors que le véhicule est assuré en RC/DR, Vol, Incendie.
- Que tous les véhicules prêtés, loués, achetés, bénéficient sur demande (par courriel, par téléphone ou par écrit) des garanties demandées.
- Que les garanties d'un véhicule en réparation à la suite d'un accident de la circulation sont automatiquement reportées sur le véhicule de remplacement ou de courtoisie mis à la disposition de l'Etablissement par le réparateur.
- Que tous les véhicules de l'Etablissement peuvent à titre occasionnel transporter divers matériels médicaux (Obus d'oxygénothérapie) au tout autre matériel nécessaire à leurs activités.

- Que le contrat ne comportera aucune condition d'âge ou d'ancienneté de permis, les véhicules assurés pouvant être utilisés par tout préposé de l'Etablissement, et ce sans limitation d'âge ou d'ancienneté de permis de conduire.
- Que les véhicules de transport de Personnes, objet de l'assurance peuvent être utilisés pour le transport des malades et de leurs accompagnateurs (dans la limite du nombre de places autorisées sur la carte grise du véhicule) ; que ce transport soit rémunéré ou non. Le véhicule peut également être prêté à un autre Etablissement, un Agent ou aux familles des Résidents (après accord du Chef d'Etablissement).
- Que la franchise appliquée par le Fond de Garantie Automobile à l'occasion d'un sinistre avec un tiers non assuré est prise en charge par l'Assureur.
- Que les remorques et attelages d'un PTAC inférieur à 750 KG seront automatiquement couverts par le véhicule tractant, sans déclaration préalable aux assureurs et sans dérogation particulière au contrat.
- Que lorsqu'un sinistre met en jeu la garantie ASSISTANCE d'un véhicule de transport de personnes, l'Assureur s'engage à prendre en charge la location d'un véhicule identique. En cas de besoin ou à défaut, pour le rapatriement des passagers (retour ou poursuite du voyage et récupération du véhicule), l'Assureur prend à sa charge les frais exposés par l'Etablissement pour la location ayant nécessité plusieurs véhicules.
- Que les dommages matériels causés par un véhicule assuré à un préposé de l'assuré ou à son véhicule, sont considérés comme des dommages causés à des tiers.
- Que pour les véhicules en location longue durée, les garanties seront étendues aux pertes financières dues à l'organisme de location en cas de résiliation du contrat de location consécutifs à un sinistre.
- Que pour les véhicules électriques, les garanties seront étendues aux batteries du véhicule assuré, sans franchises, consécutivement à un sinistre.
- Que l'assureur fournira annuellement, à l'établissement, un état statistique indiquant la date, le code responsabilité, le nom du conducteur et l'évaluation des dossiers en cours
- Que tout véhicule nouveau sera automatiquement couvert sans déclaration préalable.
- Que l'Etablissement effectuera la régularisation des entrées et sorties de véhicules dans un délai maximum de 1 mois après la modification du parc.
- Que l'assureur s'engage à adapter automatiquement les garanties en fonction de l'âge des véhicules à l'échéance annuelle du contrat.

9 - 1 - Outil extranet

Le candidat proposera et décrira dans le cadre de réponse les fonctionnalités et l'ergonomie de l'outil informatique utilisé dans le cadre de la gestion partagée du contrat avec les Etablissements (par exemple : données en temps réel, mise à jour du parc de véhicules, outil de déclaration des sinistres, suivi des dossiers de sinistres, télé-expertise, données de sinistralité, extraction de données...).

9 - 2 - Déclaration des sinistres par l'établissement

L'Etablissement est dispensé de déclarer les sinistres ne lui paraissant pas devoir donner lieu à une indemnisation, notamment ceux dont l'importance des dommages n'apparaît pas d'emblée susceptible de dépasser le montant des franchises. Le contrat prévoira qu'aucune déchéance ne serait opposable, s'il s'avérait que ledit sinistre serait indemnisable.

L'Etablissement s'engage, dans le cas contraire, à déclarer les sinistres dans le délai de 15 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance.

Ce délai est ramené à 5 jours en cas de vol ou tentative de vol.

L'assuré doit transmettre une déclaration de sinistre par écrit ou un constat amiable et doit notamment indiquer la nature et les circonstances de sinistre, le nom du conducteur au moment du sinistre, les noms et adresses des victimes et des témoins.

En cas de vol, l'assuré doit déposer plainte et transmettre le récépissé du dépôt de plainte à l'assureur, faire opposition à la Préfecture qui a délivrée le certificat d'immatriculation du véhicule assuré. L'assuré doit transmettre tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extra judiciaires et pièces de procédure qui lui seraient adressés concernant tout sinistre dans lequel le véhicule est impliqué.

9 - 3 - Expertise des dommages

Les dommages sont évalués soit de gré en gré, soit évalués par un expert. Dans le cas où un expert doit intervenir, le contrat prévoira la nomination d'un expert dans les plus brefs délais suivant la réception de déclaration de sinistre effectuée par l'Etablissement et le déclenchement d'une expertise suite à des dommages subis par un des véhicules assurés dans les meilleurs délais qui suivent cette nomination. L'expertise se déroulera soit par déplacement physique d'un expert soit par télé-expertise.

Ces délais seront précisés par le candidat dans le cadre de réponse **annexe 4 au CCTP**.

L'Etablissement a la possibilité de se faire assister par un expert de son choix s'il conteste l'évaluation de ses dommages. Si les deux experts ne sont pas d'accord, il est fait appel à un troisième expert figurant sur la liste des experts agréés auprès de la Cour d'Appel et il est alors statué à la majorité des voix. Chacun prendra en charge les frais et honoraires de son expert et la moitié de ceux du troisième.

9 - 4 - Montant de l'indemnité

L'indemnité est égale au coût des réparations ou de remplacement de pièces détériorées du véhicule.

Sur demande expresse de l'Etablissement, l'Assureur s'engage à régler directement le réparateur.

Si le véhicule est déclaré économiquement irréparable l'indemnisation s'établira comme suit :

- Au prix d'achat du véhicule (valeur à neuf) pour les véhicules de moins de 12 mois.
- La valeur vénale à dire d'expert pour les véhicules ayant plus de 12 mois.

9 - 5 - Règlement des sinistres

Les règlements des sinistres seront effectués TVA comprise, et ce dans un délai maximum de 15 jours après accord entre l'Etablissement et l'assureur. Concernant les véhicules assurés appartenant à des tiers, ainsi que pour les assurances responsabilité, risques locatifs compris, la garantie s'exercera suivant la position fiscale du tiers.

Cas particuliers :

Les règlements des sinistres au titre de la garantie « Catastrophes Naturelles » interviendra dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de Catastrophe Naturelle lorsque celle-ci est postérieure. A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

Les règlements des sinistres au titre de la garantie « Vol » interviendra dans un délai de 30 jours. Si le véhicule est retrouvé après ce délai, l'assuré a la faculté dans les trente jours suivant la date à laquelle il a eu connaissance de cette récupération, d'en reprendre possession moyennant le remboursement de l'indemnité sous déduction d'une somme correspondant aux dommages et frais garantis.

9 - 6 - Contestation de l'indemnité

Dans le cas où l'Etablissement contesterait le montant de l'indemnité versée par l'assureur dans le cadre du règlement d'un sinistre, l'Etablissement adressera par voie écrite (email ou courrier) une demande de révision du montant de l'indemnisation. Le titulaire adressera à l'Etablissement une nouvelle proposition d'indemnisation dans les 15 jours qui suivent la réception de la première demande.

9 - 7 - Prescription

Toutes les actions, concernant le contrat, doivent être exercées dans les deux ans suivant l'évènement qui leur donne naissance, à l'exception des actions portant sur les garanties « Dommages Corporels du Conducteur » qui peuvent être exercées dans un délai de 10 ans.

9 - 8 - Subrogation

L'assureur est subrogé dans les termes de l'article L.121-12 du Code des Assurances jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre.

9 - 9 - PRIME

La prime

Mentionnés à l'annexe de l'acte d'engagement – « Annexe 1.1 à l'AE – BPU »

Assiette de prime

Le nombre de véhicule assuré au moment de l'établissement de la prime.

Mode de détermination de la prime :

La prime nette est déterminée en multipliant le tarif unitaire net annuel de la formule retenue pour chaque catégorie de véhicules par le nombre de véhicules de chaque catégorie. Les taxes en vigueur sont ajoutées à cette prime nette.

Révision de la prime :

La prime annuelle sera émise selon le principe d'une prime fixe, à l'échéance annuelle et d'une prime de régularisation en fonction de l'évolution du parc de véhicules assurés.

Aucune régularisation ne sera appliquée en cours d'année, à garanties identiques et sans régularisation intermédiaire demandé par l'assuré, dans la mesure où la variation du parc de véhicules assurés reste inférieure à 5%

Indexation SRA :

A chaque échéance, il sera possible pour l'assureur et/ou l'assuré de faire appliquer l'indexation SRA sur le montant de la cotisation nette totale de l'ensemble des garanties souscrites, mise à part sur les garanties « Assistance » et « Matériels et marchandises transportée ».

L'indice de référence utilisé est l'indice SRA (Système de Réparation Automobile), publié par le Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA).

Se référer à **l'article 9.3 - 1 du CCAP.**